

Discours

**Discours prononcé lors de la 18e Réunion du Conseil de
Coordination du Programme**

Genève, 27 juin 2006

**Dr Peter Piot,
Directeur exécutif de l'ONUSIDA**

Nous vivons une époque passionnante pour la riposte mondiale au SIDA – enfin, après 25 ans d'épidémie. Il est certes prématuré de parler de 'réussites', mais 2005 a probablement été la moins mauvaise année de l'histoire du SIDA, et je pense que nous avons fait plus de progrès contre le SIDA ces cinq dernières années qu'au cours des 20 premières années de l'épidémie.

Toutefois, j'ai aussi la ferme conviction que nos progrès sont fragiles et que la moindre autosatisfaction ou la moindre hésitation pourrait gravement remettre en cause nos modestes gains. Le moment est donc venu d'accélérer la mise en œuvre, de capitaliser les gains obtenus, et de ne pas baisser la garde.

Le mois dernier, nous avons lancé notre désormais traditionnel rapport sur l'épidémie mondiale de SIDA – le rapport le plus complet, et aussi le plus lourd, à ce jour. Il est basé sur 126 rapports de pays et, pour la première fois, 30 rapports spécifiques en provenance de la société civile.

Très brièvement, deux résultats clés. Le premier – Des taux de prévalence du VIH en baisse dans un nombre croissant de pays sur presque tous les continents – et plus seulement en Ouganda et en Thaïlande. L'incidence du VIH a atteint un pic dans la plupart des pays africains – mais pas dans tous. Le second – Environ 1,5 million de personnes sont sous traitement antirétroviral dans les pays à faible ou moyen revenu, avec 21 pays qui ont atteint ou dépassé les cibles des '3 millions d'ici 2005' – et plus uniquement au Brésil.

Plus difficile à mesurer, mais tout aussi concret : dans de nombreuses communautés, on peut désormais parler de sexualité, de SIDA et du fait de vivre avec le VIH – je l'ai constaté cette année au Malawi, en République-Unie de Tanzanie et au Rwanda – et même aux Nations Unies !

Parmi les objectifs fixés dans la Déclaration d'engagement des Nations Unies sur le VIH/SIDA en 2001, l'un d'entre eux a été pleinement réalisé : l'objectif financier de 7 à 10 milliards de dollars d'ici à 2005 – il est rare de voir un engagement financier au niveau international se réaliser. Et cela montre que nous ne devrions pas nous abstenir d'être ambitieux.

Cependant, ce qui ressort tout aussi clairement du Rapport mondial et de ce que vous voyez sur le terrain, c'est que la riposte à l'épidémie est toujours loin d'être adéquate. Avec plus de 11 000 nouvelles infections par jour, avec 8000 décès par jour, avec la féminisation de l'épidémie qui se poursuit, et l'échec de nos programmes de prévention et de traitement du VIH à atteindre les populations plus vulnérables, l'épidémie continue à devancer la riposte.

C'est dans ce contexte qu'il y a quatre semaines, l'Assemblée générale des Nations Unies a accueilli sa Réunion de haut niveau sur le SIDA. Beaucoup d'entre vous étaient présents, et j'aimerais vous remercier tous pour votre rôle actif. Grâce au leadership infatigable du Président Jan Eliasson et des Ambassadeurs Laxanachantorn Laohaphan et Christopher Hackett nous avons un résultat fort. Je suis également fier de constater que contrairement à ce qui s'était produit lors de la

Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le SIDA en 2001, le système des Nations Unies a présenté un front uni.

Pour être tout à fait franc au sujet de la Réunion de haut niveau, c'est que cette réunion a énormément renforcé la riposte mondiale au SIDA, mais pas autant qu'elle l'aurait pu. La réunion m'a laissé une certaine appréhension en ce qui concerne la pérennité de l'engagement politique à combattre le SIDA, et je me tourne vers les représentants du CCP et vers l'Ambassadeur Paranhos pour qu'ils nous aident personnellement à aborder cette question.

Mais il ne fait aucun doute que la réunion de haut niveau a porté la riposte à un tout autre niveau. Permettez-moi de citer les paroles empreintes de sagesse de mon ami Jan Eliasson, Président de l'Assemblée générale, lors de la session de clôture : 'Est-ce que tout cela est suffisant ? Lorsqu'il s'agit d'une catastrophe humaine d'une ampleur comme le SIDA, ceux qui disent qu'il en faut davantage ne peuvent jamais avoir tort. Mais je crois que nous pouvons être fiers de ce que nous avons accompli ... ; et nous avons, une fois de plus, placé cette question en tête des préoccupations mondiales.'

Avant tout, la déclaration engage les pays à agir sur les recommandations clés du rapport 'Vers l'accès universel : évaluation, par le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA, des activités visant à développer la prévention, les soins, le traitement et les services d'accompagnement en matière de VIH' – le fruit de consultations dans plus de 100 pays. La déclaration confirme pour la première fois que la définition de l'accès universel comprend l'accès à des programmes complets de prévention, de traitement, de soins et d'appui en matière de VIH – pas seulement au traitement contre le VIH. Les Etats Membres se sont engagés à fixer des cibles nationales ambitieuses d'ici à la fin de 2006. Les Etats Membres ont reconnu la nécessité de financer tous les plans nationaux crédibles de lutte contre le SIDA. Et la nécessité de mobiliser 20-23 milliards de dollars par an d'ici à 2010 a été reconnue pour intensifier suffisamment la riposte au SIDA, en provenance à la fois de sources intérieures et de sources internationales d'une manière qui soit prévisible et durable.

Tous ces développements présentent d'énormes possibilités et défis pour la riposte mondiale au SIDA. Pour relever ces défis, le monde – par le biais de la Déclaration politique – se tourne vers le programme commun pour qu'il joue un rôle de leadership et renforce notre mandat au niveau mondial. Ainsi, la Déclaration politique demande-t-elle spécifiquement à l'ONUSIDA d'utiliser les sessions thématiques du Conseil de Coordination du Programme comme une plate-forme pour la Coordination mondiale du SIDA – une tâche encore à définir plus clairement, et je me réjouis de recevoir vos orientations. Nous discuterons des autres implications dans le point suivant de l'ordre du jour, mais j'aimerais signaler que nous sommes désormais prêts à nous baser sur les consultations nationales sur l'Accès universel pour soutenir l'établissement d'objectifs ambitieux mais réalistes d'ici à la fin de l'année.

Permettez-moi maintenant de passer aux progrès accomplis par le Programme commun. Le rapport est devant vous, et je ne le répéterai pas dans un discours. Que je vous dise simplement que nous avons assuré le suivi de toutes les décisions que

vous avez prises lors de la réunion du Conseil de l'an passé. (Une matrice comportant le suivi spécifique à propos de chaque décision est à votre disposition.) Laissez-moi simplement soulever quelques points :

Premièrement, il y a eu de réels progrès dans la riposte des Nations Unies au SIDA au niveau des pays – et de manière croissante dans la ligne des recommandations de la Cellule mondiale de réflexion. Michel Sidibe vous donnera des informations détaillées. Depuis la lettre du Secrétaire général à toutes les équipes des Nations Unies dans les pays, des programmes communs sur le SIDA, notamment des équipes mixtes, ont été élaborés dans 25 pays. J'en ai vu un à l'œuvre au Malawi il y a deux semaines au cours d'une visite en compagnie de Sir Suma Chakrabarti du DFID. Ceci est à la pointe de la réforme – même s'il s'agit clairement de travaux en cours – la réforme ne se fait pas d'un jour à l'autre. Par exemple, mettre en commun les ressources et l'obligation redditionnelle du personnel est toujours controversé dans le système des Nations Unies, et les orientations formelles et informelles des institutions individuelles sont parfois peu claires.

Il y a aussi des progrès soutenus dans nos relations de travail avec le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme. A la suite d'une lettre conjointe de Richard Feachem et de moi-même, le personnel du Fonds mondial s'appuie de plus en plus sur les bureaux de l'ONUSIDA dans les pays pour son travail. Toutefois, nous devons nous efforcer de développer des synergies mutuelles beaucoup plus importantes, en particulier en matière d'appui technique et de suivi et d'évaluation, car plus grande sera la synergie, plus fort sera l'impact.

Deuxièmement, nous poursuivons la mise en œuvre de la répartition des tâches convenue l'an passé parmi les 10 Coparrainants. Une fois encore, notre approche est à la pointe de la réforme. Bien que l'accent porte désormais beaucoup plus sur l'action et sur les ressources de chaque institution au niveau mondial, une telle clarification est beaucoup plus lente au niveau des pays – en partie à cause de la présence inégale des institutions dans les pays, et en partie à cause des contradictions en matière d'orientations et de transparence au niveau mondial ou à l'échelon régional.

Il reste aussi plus difficile de se défaire des domaines de travail existants, même si d'autres font la même chose, mais en tant que jardinier je sais que la taille est essentielle à la récolte de bons fruits ! Par exemple, il faut clarifier d'urgence les rôles des institutions à propos de la jeunesse et du VIH. Une activité mondiale que nous avons supprimée c'est le travail sur le Cadre stratégique du système des Nations Unies sur le SIDA, comme vous nous l'avez demandé, et j'espère que nous pourrions bientôt abolir aussi le Groupe de travail interinstitutions sur le VIH/SIDA. Les messages contradictoires des conseils directeurs individuels ainsi que des organismes de financement ont représenté un handicap majeur. Ces derniers ignorent parfois que c'est la somme de travail accomplie par l'ensemble des organismes coparrainants qui constitue la riposte de l'ONUSIDA et des Nations Unies au SIDA, et pas seulement le Secrétariat de l'ONUSIDA ou un organisme coparrainant individuel. Je suis aussi préoccupé par le fait que chaque organisme coparrainant devrait renforcer encore ses capacités en matière de SIDA, car ne pas

inclure le SIDA dans ses affaires de base serait impensable pour toute agence de développement aujourd'hui.

Troisièmement, et en tant que composante essentielle de nos efforts destinés à « faire travailler l'argent disponible pour les personnes sur le terrain », nous avons encore développé notre appui technique collectif et le renforcement des capacités pour élargir la riposte au SIDA. La Répartition des tâches en matière d'appui technique préconisée par la Cellule mondiale de réflexion offre un cadre à cet effet.

Au cours des 12 derniers mois, nous avons établi des Dispositifs régionaux d'appui technique, couvrant l'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud-Est et le Pacifique. Ces quatre dispositifs sont tous hébergés par des institutions locales et ils se joignent au Centre international Brésil-ONUSIDA pour la Coopération technique en Amérique latine et dans les Caraïbes en tant qu'élément clé pour répondre au besoin croissant d'assistance afin de faire travailler l'argent disponible et nous diriger vers l'accès universel.

Le Dispositif d'appui technique pour l'Afrique australe est opérationnel depuis septembre 2005 et a jusqu'ici reçu des contrats pour près de 600 jours/consultants émanant d'une large gamme de clients, notamment les autorités nationales de lutte contre le SIDA et la société civile. Ce travail comprenait la planification stratégique, la conception de programmes, la mobilisation de ressources du Fonds mondial, l'évaluation de projets et le suivi de ressources.

Le feedback des clients a été positif, et la stratégie des Dispositifs d'appui technique visant à recruter des consultants dans les pays et régions a permis de réaliser des économies de coûts et a soutenu le développement d'expertise sur le plan local. Il est prévu que les Dispositifs d'appui technique des autres régions soient pleinement opérationnels dès la mi-2006. Une fois encore, je pense que cette coopération Sud-Sud innovante est à la pointe de la réforme.

Quatrièmement, nous avons fait des progrès considérables en matière de Suivi et d'Évaluation, toujours mentionnés par les conseils, trop souvent sous-financés et sous-évalués. Si nous avons pu préparer le Rapport mondial, c'est en grande partie grâce au suivi et à l'évaluation.

Plus de 90 pays utilisent maintenant les Systèmes ONUSIDA d'information sur la riposte des pays pour faire rapport sur leurs indicateurs pertinents, et nous procéderons désormais à des analyses plus poussées des données présentées dans notre Rapport mondial, en nous focalisant sur des questions thématiques spécifiques, particulièrement sur la manière dont un environnement politique fort et l'utilisation plus stratégique des ressources peut conduire à une plus grande efficacité des programmes.

Le Département Évaluation de l'ONUSIDA poursuit ses efforts en vue de simplifier et de standardiser le suivi et l'évaluation dans les pays, grâce à un registre mondial des indicateurs, récemment créé, élaboré en commun avec le Fonds mondial, la Banque mondiale, le programme PEPFAR des États-Unis et les organismes coparrainants.

Dans le cadre des efforts déployés pour mieux définir le concept d'accès universel, nous apportons un appui technique aux pays afin qu'ils soient mieux en mesure de fixer des objectifs réalistes dans le domaine de la couverture des services de prévention et de traitement du VIH—travail accompli par la Banque mondiale, l'OMS et le Secrétariat.

Un cinquième domaine dont je souhaite vous parler, c'est celui de notre action dans le domaine de la prévention du VIH, qui est la grande question abordée par le CCP lors de notre dernière réunion. Au début, les progrès ont été lents, mais nous avançons maintenant beaucoup plus rapidement dans les pays comme dans les régions, en nous appuyant sur la répartition des tâches en matière de prévention du VIH délimitée dans le 'Plan d'action de l'ONUSIDA sur l'intensification de la prévention du VIH' que vous avez reçu en mars. Permettez-moi de souligner une fois encore que nous considérons la prévention du VIH comme partie intégrante de notre action en faveur de l'accès universel, en parallèle avec le traitement, la prise en charge et le soutien dans le domaine du VIH, et non comme une activité distincte. Mais, comme le montre notre rapport mondial, tous les pays doivent faire bien davantage pour ce qui est de la prévention du VIH, s'ils veulent réussir à rattraper l'épidémie.

Il nous faut assurément un groupe d'intérêt plus solide et qui se fasse entendre dans le domaine de la prévention du VIH en réclamant à la fois la prévention et le traitement du VIH. Nous avons abordé cette question lors d'une réunion organisée le mois dernier par le Gouvernement suédois et j'ai été heureux de voir que certains activistes du domaine des traitements, dont la TAC en Afrique du Sud, intègrent maintenant la prévention du VIH dans leur plaidoyer. La 1^{ère} Conférence internationale sur le SIDA en Europe orientale et en Asie centrale a également placé clairement la prévention du VIH à l'ordre du jour dans cette région qui connaît une épidémie jeune mais en expansion.

On trouve un excellent exemple de cette intégration dans la déclaration du Comité régional de l'OMS pour l'Afrique qui a proclamé 2006 Année de l'accélération de la prévention de la transmission du VIH en Afrique, déclaration réaffirmée par le Sommet d'Abuja ainsi que par le Groupe d'experts de la prévention du VIH mis sur pied par la SADEC. Nous avons contribué à l'élaboration de plans nationaux nouveaux ou révisés pour lutter contre le SIDA dans 13 pays et un projet de document pratique d'orientation sur la prévention du VIH à l'intention des décideurs, adapté à la nature de l'épidémie, est à votre disposition au fond de la salle.

Suite à l'augmentation des données montrant que la circoncision masculine offre une protection contre l'infection à VIH, l'OMS pilote l'action de l'ONUSIDA dans ce domaine. Une décision sera prise dans le courant de cette semaine par les Instituts nationaux de la santé des Etats-Unis concernant la poursuite des essais contrôlés randomisés actuellement en cours au Kenya et en Ouganda, et il sera alors important pour l'ONUSIDA de revoir sa position. Dans tous les cas, il sera indispensable que la circoncision masculine, comme toute autre intervention de prévention du VIH, soit considérée comme l'un des éléments d'un ensemble de mesures de prévention. Nous ne pouvons nous permettre de saper les stratégies de prévention du VIH en cours.

Enfin, nous déployons de gros efforts afin d'améliorer nos performances en matière de gestion. Comme Paul Delay vous le dira demain, le nouveau Cadre de suivi de la performance représente une avancée importante dans la manière dont fonctionne la famille de l'ONUSIDA. Il accroîtra notre responsabilisation à l'égard de toutes les institutions, du CCP et autres.

Le Secrétariat de l'ONUSIDA fait maintenant systématiquement respecter la mobilité du personnel et nous nous trouvons à mi-parcours d'un projet pilote d'élargissement des fourchettes de rémunération (broad banding)/salaire au mérite, sous les auspices de la Commission de la fonction publique internationale. Nous apprenons sur le tas et ferons rapport au CCP sur cette première expérience dans le système multilatéral.

Sous la direction de l'OIT, dans ses fonctions de président du Comité des Organismes coparrainants, nous avons consacré beaucoup d'attention au VIH au sein des effectifs de l'ONU. Fait nouveau important au cours des 12 derniers mois, un réseau de collègues vivant avec le VIH au sein de 11 organisations multilatérales a été créé sous le nom de UN+. Le Secrétaire général a participé à sa première réunion ici à Genève et j'ai assisté au lancement de la première section nationale 'UN+ au Malawi'. Ceci montre clairement que, en tant que lieu de travail, nous prenons au sérieux la non discrimination et la Participation accrue des personnes vivant avec le SIDA (GIPA), qui est un point crucial.

Enfin, le Secrétariat déménagera dans un nouveau siège en septembre, en compagnie de nos collègues du groupe SIDA, tuberculose et paludisme de l'OMS, ce qui devrait faciliter notre collaboration. J'ai l'intention de rendre notre nouveau lieu de travail plaisant également sur le plan esthétique et recevrai avec joie les dons d'œuvres d'art que vous voudrez bien nous faire !

Cependant, toute cette évolution et ces progrès ne sont pas gratuits. Si nous faisons tous le maximum pour rationaliser notre travail et utiliser les ressources existantes du Budget-plan de travail intégré selon le BPTI réaligné, il n'est pas raisonnable de nous demander de réaliser cela avec les ressources actuelles dont nous disposons et si nous souhaitons répondre aux attentes collectives précisées par la Cellule mondiale de réflexion, par l'appel à l'accès universel et par la Réunion de haut niveau sur le SIDA de l'Assemblée générale des Nations Unies, tous ces faits nouveaux s'étant produits depuis que la CCP a approuvé le Budget-plan de travail intégré actuel, il y a un an.

C'est pourquoi je demande au Conseil d'approuver une nouvelle ligne budgétaire supplémentaire à la composante interinstitutions du Budget-plan de travail intégré à hauteur de 40 millions de dollars, qui seront exclusivement consacrés au soutien à l'échelon des pays. Etant donné le solde des fonds reportés et les revenus attendus, je demande également au CCP d'allouer 20 millions de dollars provenant des fonds rapportés du dernier exercice biennal à plusieurs investissements prioritaires. Il s'agit notamment de la mise en œuvre de subsides importants par l'intermédiaire de l'Equipe mondiale mixte chargée de résoudre les problèmes et de soutenir la mise en œuvre, afin de poursuivre l'extension des Dispositifs d'appui technique de

l'ONUSIDA, du suivi des consultations tenues dans les pays sur l'élargissement en vue de l'accès universel et de l'appui aux pays demandé par la Réunion de haut niveau. Enfin, pour amener pleinement l'ONUSIDA dans le 21^{ème} siècle et donner l'impulsion nécessaire à l'efficacité de nos opérations à l'échelle mondiale, je demande au CCP d'allouer 3 millions de dollars pour des investissements exceptionnels dans une Salle de conférence et Centre d'information sur le SIDA dans le nouveau bâtiment ainsi que 4 millions de dollars pour des investissements dans l'infrastructure et l'amélioration des technologies de l'information.

En général, l'ONUSIDA est un exemple vivant de la raison pour laquelle la réforme multilatérale est également nécessaire dans le domaine des fonds et des finances. Permettez-moi de vous donner deux exemples :

Tout d'abord pour ce qui est du financement. Alors que la conférence pour la reconstitutions des ressources du Fonds avait clairement opté pour une politique globale de financement de la riposte multilatérale au SIDA, en pratique ce mécanisme n'a pas été en mesure de soutenir le travail du système des Nations Unies en matière d'appui technique, comme il est décrit dans le Plan d'appui technique consolidé des Nations Unies contre le SIDA 2006-2007, Faire Travailler l'argent disponible grâce à un appui accru des Nations Unies aux ripostes contre le SIDA. Je veux croire que la réunion sur l'examen à moyen terme du Fonds mondial qui aura lieu la semaine prochaine à Durban rétablira la situation.

Deuxièmement, le manque d'harmonisation des pratiques financières du système est un des principaux obstacles à la mise en place de programmes communs de lutte contre le SIDA dans les pays. Nous avons donc bien assez de raisons de nous intéresser aux débats actuels concernant la réforme des Nations Unies ! Si notre expérience ne constitue certes pas une panacée susceptible de résoudre tous les problèmes, je suis convaincu que le modèle ONUSIDA mérite d'être envisagé pour d'autres thèmes interdépendants rencontrés dans le système, par exemple les questions de genre et de droits humains. Notre expérience des programmes conjoints dans les pays, le budget-plan de travail intégré et l'engagement auprès de la société civile pourraient également contribuer aux débats du Panel de haut niveau sur la cohérence de l'ensemble du système des Nations Unies. Cependant, je crains que ce Panel puisse ne pas considérer le SIDA comme un problème transversal touchant l'ensemble du système.

Permettez-moi de conclure par quelques réflexions sur la direction que devrait prendre la riposte au SIDA. Comme je l'ai dit à l'Assemblée générale des Nations Unies au début de ce mois, il est temps d'ajouter à l'approche de gestion de crise, une riposte viable à long terme. Il faudra pour cela réunir plusieurs conditions et actions, dans lesquelles l'ONUSIDA a un rôle clé à jouer. Je n'en mentionnerai que quelques-unes :

1. Maintenir l'élan politique.
2. Conserver au SIDA son caractère exceptionnel, tout en liant bien davantage la riposte à l'ensemble des politiques et pratiques de développement.

3. Assurer le financement complet de la marche vers l'accès universel à la prévention, au traitement, à la prise en charge et au soutien dans le domaine du VIH.
4. Faire travailler l'argent disponible conformément à la ligne donnée par la Cellule mondiale de réflexion et à la feuille de route en vue de l'accès universel.
5. S'attaquer aux moteurs de cette épidémie, notamment le statut inférieur des femmes et la stigmatisation et la discrimination liées au SIDA – si ces profonds changements sociaux ne se produisent pas, l'argent à lui seul ne permettra pas les bonds en avant nécessaires.
6. Accélérer la recherche et la mise au point des vaccins et microbicides contre le VIH.

Il nous faudra une détermination réellement sans précédent pour stopper cette épidémie. Pour que l'ONUSIDA tienne ses promesses, il lui faudra aussi une direction et un leadership sans précédent de la part du CCP.

Mes amis,

J'imagine que ce CCP achèvera dans les temps les points même les plus difficiles de l'ordre du jour, non seulement grâce à la compétence de notre Président, la Suède, mais aussi parce que certains d'entre vous préféreraient de loin passer leurs soirées à regarder la Coupe du Monde. Pour parler plus sérieusement, le récent éditorial du Secrétaire général dans l'*International Herald Tribune* m'a touché : il y relève que l'esprit et la passion qui animent la Coupe du Monde dépassent de loin ceux qui animent les Nations Unies et, je cite : « La Coupe du Monde est un événement au cours duquel nous voyons vraiment que des buts sont atteints. »

Pensons-y au cours de ces deux jours que nous passerons à définir comment l'ONUSIDA peut aider les pays à remplir leur engagement en vue d'atteindre l'objectif de l'accès universel. Pouvons-nous tirer parti de l'esprit, de la passion et de la diversité réunis dans cette salle—et de ceux des groupes que nous représentons—pour aller plus loin et atteindre cet objectif ?

Je vous remercie de votre attention et me réjouis de vos commentaires et de vos questions.